

8 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien mexicain "Reforma" du 8 mars 2009, sur la crise économique internationale et sur les relations franco-américaines et franco-sud américaines.

Q - Le monde traverse une situation de crise économique - et on pourrait dire que c'est même une crise de valeurs - sans précédent. Qu'est ce que la France attend des Etats-Unis et de l'Union européenne pour faire face à l'urgence ? Existe-t-il une "recette Sarkozy" contre la crise mondiale ?

R - Une crise d'une telle ampleur oblige à beaucoup d'humilité, et je crois que personne ne peut prétendre avoir trouvé la solution qui réglerait tous les problèmes. Chaque dirigeant essaie de faire au mieux dans le contexte extraordinairement difficile que nous connaissons, en tenant compte de la situation particulière de son pays.

S'il y a une chose dont je suis certain, en revanche, c'est qu'aucun pays ne pourra s'en sortir seul. Pour faire face à cette crise, la coopération n'est pas une option, c'est une absolue nécessité. L'histoire nous a montré que le protectionnisme et le repli sur soi n'étaient jamais des solutions, qu'ils ne faisaient qu'aggraver les problèmes.

C'est la raison pour laquelle, très tôt, dès le mois de septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies, j'ai proposé que les principales économies du monde se rassemblent et pour répondre de manière coordonnée et concertée à cette crise. C'est ce qui a donné naissance au G20 qui s'est réuni une première fois à Washington en novembre dernier et qui se réunira à nouveau à Londres le 2 avril prochain. Dès le début, il était pour moi évident que, pour faire face à cette crise, comme d'ailleurs à tous les grands défis de notre temps, la présence autour de la table des grands pays émergents, comme la Chine, l'Inde ou bien sûr le Mexique, était indispensable. Et je me réjouis qu'avec nos partenaires européens, nous soyons parvenus à convaincre tout le monde.

Depuis le début de cette crise, l'Europe a été le moteur des initiatives internationales et je souhaite qu'elle continue d'être cette force d'entraînement. Face à une crise aussi violente, nous ne pourrions pas nous contenter de demi-mesures, nous n'avons pas d'autre choix que d'être ambitieux et l'Europe doit porter ce haut niveau d'exigence.

L'enjeu, c'est de refonder le capitalisme. Vous avez raison de dire que nous sommes dans une crise de valeurs car cette crise, ce n'est pas celle du capitalisme et c'est au contraire la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs fondatrices du capitalisme, en donnant la primauté au spéculateur sur l'entrepreneur et en poussant les acteurs à prendre des risques de plus en plus inconsidérés. Nous devons revenir aux vraies valeurs de l'économie de marché, celles qui mettent l'entrepreneur et le développement au coeur de l'économie. Nous devons reconstruire un capitalisme régulé, où les banques font leur métier, où les agences de notation sont contrôlées, un capitalisme fondé sur la transparence et non sur l'opacité. C'est cela que j'ai proposé, et c'est cela que nous avons commencé à construire à Washington en novembre dernier. Le sommet de Londres doit nous permettre d'aller encore plus loin en matière de régulation des marchés financiers et de réforme de la gouvernance économique mondiale.

Q - Comment les relations de la France avec les Etats-Unis ont-elles changé depuis l'arrivée à la

présidence du démocrate Barack Obama ? Quels sont les domaines dans lesquels on pourra voir les deux pays travailler de façon plus proche dans l'agenda international ?

R - J'ai toujours assumé et même revendiqué mon amitié pour les Etats-Unis, avec qui nous partageons une histoire et des valeurs communes qui font de nous des alliés naturels. Mais alliés ne veut pas dire alignés, et je ne conçois l'amitié que dans l'indépendance et dans la franchise. C'est ce que j'ai dit aux Américains lorsque je me suis exprimé devant le Congrès des Etats-Unis : la France est l'amie, l'alliée et le partenaire des Etats-Unis, mais un ami debout, un allié indépendant et un partenaire libre.

A un moment où, plus que jamais, le monde a besoin de coopération, je me réjouis que la nouvelle administration américaine ait fait résolument le choix de la concertation. Ce sera un atout essentiel pour relever, ensemble, les défis immenses qui nous attendent, qu'il s'agisse de la crise économique, des nouvelles menaces, comme le terrorisme ou la prolifération, des grands enjeux planétaires comme le réchauffement climatique, ou encore de tous les conflits dans lesquels les peuples se déchirent et auxquels nous devons essayer de trouver des solutions.

La France, comme tant d'autres, a accueilli avec beaucoup de satisfaction la décision américaine de fermer la prison de Guantanamo, ce que nous réclamions depuis longtemps avec nos partenaires européens. Je me félicite également que le président Obama ait fait de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité de son action, car nous ne pouvons pas nous passer plus longtemps des Etats-Unis dans un combat aussi important.

Sur de nombreux autres dossiers, nos vues sont très proches. Je pense par exemple au processus de paix israélo-palestinien, où nous devons à tout prix relancer les négociations de paix en vue d'aboutir, le plus rapidement possible, à la création d'un Etat palestinien viable, moderne, démocratique et indépendant et je pense également à l'Iran, avec qui les Etats-Unis semblent vouloir s'engager dans la voie d'un dialogue exigeant, comme nous le faisons, avec nos partenaires européens depuis 2003.

Q - Pendant votre Présidence, il y a eu une tentative pour dynamiser et actualiser l'agenda extérieur de la France. Comment s'est traduite cette impulsion rénovatrice dans les relations de votre pays avec l'Amérique Latine en général et le Mexique en particulier ?

R - Depuis mon élection, j'ai voulu donner un nouvel élan aux relations entre la France et l'Amérique latine. La réalité de l'Amérique latine, aujourd'hui, c'est celle d'un continent épargné par les conflits, qui a su consolider sa démocratie et fortifier son économie. Nous sommes liés par l'histoire, par la culture, par nos populations. Nous avons des convergences fortes. Nous devons être des partenaires dans la mondialisation et relever ensemble, côte à côte, les grands défis de notre temps.

Dès le mois de juin 2007, peu après ma prise de fonctions, j'ai rencontré le président Calderon à Paris et nous avons décidé ensemble de rehausser le niveau de la relation bilatérale. C'est le sens de ma visite. Je souhaite que le Mexique devienne un de nos premiers partenaires dans le monde, un partenaire stratégique.

Le Brésil tient aussi une place importante dans nos relations avec le continent. Je m'y suis rendu à la fin de l'année dernière pour lancer avec le président Lula des coopérations dans des secteurs-clé. S'agissant du Brésil comme du Mexique, la France s'est beaucoup impliquée durant sa présidence pour que l'Union européenne s'engage dans un partenariat stratégique avec ces deux pays.

Mais c'est avec l'ensemble de cette région que j'entends dialoguer. J'ai reçu à Paris les présidents Chavez et Uribe, la présidente Fernandez de Kirchner ainsi que le président Correa et, tout récemment, le président Morales. Enfin, j'attends la visite de Mme Bachelet et j'ai invité d'autres chefs d'Etat de la région. Comme vous le voyez mon agenda latino-américain est bien rempli, car c'est pour moi et pour la France une priorité.

Vous l'avez compris, je veux renforcer nos relations avec cette région du monde qui, pour excellentes qu'elles soient, ne se situent pas au niveau qui devrait être le leur. Au plan politique, nous ne tirons pas assez parti de notre grande proximité de vues sur les questions globales. Nous devons coordonner nos positions par exemple sur la crise financière internationale et sur

l'environnement. Au plan économique, nos échanges ne correspondent encore ni aux potentialités de l'économie française ni à celles des Etats de la région. Enfin nous devons rénover notre coopération.

C'est ce que faisons avec le Mexique à l'approche des grandes échéances de cette année - le Sommet du G20 de Londres, la conférence de Copenhague sur le climat -, et à titre bilatéral dans les domaines de la santé, de l'environnement, de la formation, de la recherche et de la culture.

Q - Il a été dit que le Mexique est un "Etat failli" à cause de la menace croissante du trafic de drogues et de l'insécurité. Avez-vous des informations qui valident cette hypothèse ?

R - Un "Etat failli", c'est un Etat qui démissionnerait face aux criminels et aux trafiquants. Ce n'est absolument pas le cas du Mexique. Au contraire, le président Calderon, avec le soutien du Parlement, a fait de la lutte contre le crime organisé une priorité de son action. Le combat qu'il a engagé avec beaucoup de courage et de détermination, est fondamental, car il n'y a pas de compromis possible avec le crime organisé. Ce combat est aussi le nôtre car le crime organisé et le narcotrafic n'ont pas de frontières. C'est pourquoi la France et le Mexique ont décidé d'intensifier leur coopération dans ce domaine également.

Q - L'Union européenne a récemment repris le dialogue politique avec le gouvernement de Cuba. Quelle place doivent occuper les droits de l'Homme et la liberté politique dans ce dialogue ?

R - Une place essentielle, même si ce n'est pas le seul sujet dont nous traitons avec Cuba.

L'Union européenne a décidé en juin 2008 de proposer à La Havane un dialogue sans préalables, sur la base de la réciprocité et portant sur tous les sujets d'intérêt commun et le gouvernement cubain a accepté cette proposition.

Dans notre dialogue avec les Cubains, nous traitons de tous les grands sujets : la réforme des Nations unies, la crise financière internationale, les questions de coopération... les sujets liés aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales y ont toute leur place. Nous avons des attentes à l'égard de Cuba et nous en parlons franchement.

Dans la continuité du dialogue qui a été engagé, j'ai demandé, il y a quelques jours, à Jack Lang de se rendre à La Havane en tant qu'émissaire spécial pour explorer, avec les autorités cubaines, les modalités d'une reprise du dialogue politique et de la coopération entre la France et Cuba. Là encore, aucun sujet n'a été éludé.